



HAL
open science

Violence militante juvénile d'extrême droite : le cas du Groupe Union Défense (GUD)

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. Violence militante juvénile d'extrême droite : le cas du Groupe Union Défense (GUD). Radicalités identitaires. La démocratie face à la radicalisation islamiste, indigéniste et nationaliste, L'Harmattan, pp.219-242, 2020. <hal-03123569>

HAL Id: hal-03123569

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03123569v1>

Submitted on 13 Oct 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Violence militante juvénile d'extrême droite : le cas du Groupe Union Défense (GUD)

Nicolas Lebourg

Depuis 1968, l'engagement violent de la jeunesse française d'extrême droite est rattaché au sigle « GUD », sans que son signifié (Groupe Union Droit puis Groupe Union Défense) soit aussi connu. L'organisation, il est vrai, est objet de légendes et de paradoxes – mouvement activiste assumé, elle a échappé en 1973, en 2002 et en 2019 à la dissolution des organisations auxquelles elle était liée. Quoiqu'elle soit un cas exemplaire du désordre des organisations nationalistes françaises, elle est parvenue à créer Ordre Nouveau (ON) en 1969, seul mouvement néofasciste à avoir atteint les 2 500 encartés et qui, à son tour, a fondé le Front National (FN) en 1972. Auto-dissous en 1981, mais resuscitant régulièrement, le GUD bénéficie à partir de 1986 d'un écho médiatique singulier par rapport à son caractère infra-groupusculaire. En revanche, la production académique à son sujet est atone. Une seule étude lui a réellement été dédiée, par l'historien britannique Roger Griffin¹. Le récit du GUD a donc amplement été laissé aux « gudards » et aux militants de gauche qui s'opposent à eux. Il a d'autant plus privilégié les signes de l'action que le GUD a épousé diverses lignes idéologiques d'une période à l'autre, pouvant s'avérer absolument contradictoires entre elles (en 1979, il fustige l'Iran de Khomeini au nom de la défense de l'Occident, tandis que, vingt ans après, il y voit un élément de la lutte contre « l'impérialisme américano-sioniste »). Le style (barres de fer et humour provocateur) de ceux qui aiment à se définir tel les « gentlemen cogneurs » du « groupuscule des dieux » importe dès lors d'autant plus, ayant profondément marqué la contre-culture radicale de droite européenne avec leur emblème né fin 1970 : le rat noir belliqueux. Pour dégager une approche raisonnée du phénomène, on s'appliquera ici à le prendre dans toute sa durée sur la base d'archives des services de police et de renseignements, d'archives internes, de son faible corpus doctrinal et d'archives de presse, à la fois en tant que pratique de la violence militante et dans les effets d'auto-labellisation marginalisante mais solidaire.

Pratiques et projet de la violence militante

Bien que le GUD naisse fin 1968, ses origines ne sont pas simplement une réaction à Mai 68. Elles renvoient d'abord à l'échec de la tentative de coup d'État d'avril 1961, qui avait provoqué une

¹ Griffin R., « Net gains and GUD reactions: patterns of prejudice in a neo-fascist groupuscule », *Patterns of prejudice*, 1999, vol. 33, n°2, p. 31-50.

rupture d'une partie de la jeunesse néofasciste avec la voie terroriste, puis une scission de la Fédération des Étudiants Nationalistes (FEN) donnant naissance au Mouvement Occident en 1964, rassemblant ceux qui, d'une part, refusaient l'abandon de l'activisme et souhaitaient faire le coup de poing contre les étudiants de gauche et qui, d'autre part, rejetaient le tournant racialement de leur organisation, considérant que le néofascisme était une chose mais que le néonazisme en était une autre. Si Occident n'a pas été dissous en juin 1968, la tentation terroriste qui le saisit à la rentrée universitaire provoque finalement son interdiction². L'Union Droit est donc fondée en conséquence, tout comme dix ans plus tôt, avec en partie les mêmes militants, la FEN avait fait suite à l'interdiction du Parti Nationaliste : la construction d'un syndicat étudiant est conçue comme une façon de contourner le délit de reconstitution de ligue dissoute. Le nom d'UD est d'emblée remplacé par celui de GUD, lancé par les gauchistes. Rapidement, des pourparlers sont engagés avec les autres groupes nés de cette dissolution afin de réunifier Occident et élargir le mouvement initial, des courriers étant également adressés aux militants restés isolés. Le premier tract du GUD est distribué à la mi-décembre 1968, et ne fait absolument pas montre de l'humour provocateur qui fera par la suite sa griffe. Cependant, la résurrection d'un groupement rageusement antimarxiste correspond à une attente : très rapidement le GUD s'étend dans les universités de la région parisienne, avec un réseau qui, selon une estimation des services de sécurité, atteindrait les 750 membres³.

Dès le printemps 1969, la direction du GUD contacte le national-populiste Roger Holeindre pour qu'avec ses Jeunesses Patriotes et Sociales (JPS) ils aillent ensemble tracter à l'université de Vincennes, très marquée à gauche, pour provoquer des violences gauchistes à l'encontre de leurs propres militants, et ainsi pouvoir déclencher une opération de représailles⁴. Avec les racialement de Pour une Jeune Europe (PJE, groupe issu d'Occident sur une ligne racialement euro-régionaliste), ils adressent un courrier à de nombreux individus d'extrême droite pour leur signifier que si les militants sont éparpillés depuis la dissolution d'Occident, ils ne doivent pas « sombrer dans des actions de dispersion » et se tenir prêts pour « l'action qui va bientôt naître »⁵. Il est vrai que si rien ne l'organise, le milieu dur de l'extrême droite n'est pas inexistant : la Direction Centrale des Renseignements Généraux (DCRG) l'estime entre 2 et 3 000 personnes, dont un millier pour la région parisienne⁶. Puisque divers projets unitaires sont en concurrence à l'extrême droite, le GUD opte pour une stratégie : montrer qu'il est le fer de lance activiste du combat anti-gauchiste. Sa direction contacte des journalistes pour tenter d'acheter des fichiers d'organisations gauchistes et d'ainsi pouvoir organiser

² Lebourg N., « La violence des étudiants extrémistes durant les années 1960 », *Études*, 2018, n° 4249, p. 45-58.

³ Notes des Renseignements généraux de la Préfecture de Police (RGPP) : 19 décembre 1968, 5 p. ; 27 janvier 1969, 3 p. ; 16 avril 1969, 3 p. (AN/20080389/16).

⁴ RGPP, note du 26 mars 1969, AN/ 20080389/16.

⁵ RGPP, note du 16 avril 1969, 3 p., AN/20080389/16.

⁶ DCRG « L'extrême droite étudiante depuis la dissolution d'Occident », 9 mai 1969, 3 p., AN/20080389/16.

des attaques ciblées⁷. Selon les RG, les chefs du GUD et de *L'Élite européenne* (fondée par d'ex-Occident) veulent lancer un Centre de Rassemblement National par des attaques contre des toxicomanes, des cinémas pornographiques, des facultés classées à gauche, tout en laissant des lycéens sans casier judiciaire se faire arrêter afin que le mouvement unitaire qu'ils veulent fonder bénéficie de martyrs⁸. En octobre, le GUD reçoit des fonds d'un élu municipal parisien membre du Mouvement Fédéraliste Européen, et pense ainsi pouvoir lancer un mouvement pour lequel il envisage le nom d'Ordre Nouveau, alors présent sur des affichettes laissées lors d'attentats dans des cafés fréquentés par des Nord-africains. Les militants du GUD et des JPS commencent à réaliser des graffiti « Ordre nouveau » sur les murs parisiens. La concurrence est mise au pas, pour des motifs également personnels, avec le passage à tabac de Jean-Pierre Richaudeau, le chef des 40 militants de PJE, par trois des principaux chefs du GUD. Il démissionne et laisse la place à des cadres gudo-compatibles⁹. Les semaines qui suivent voient les militants se démener : combat du GUD contre les gauchistes à Assas en février 1970, entraînant deux jours de fermeture du centre ; affrontements extrêmement violents entre gudards, maoïstes et lambertistes à Nanterre en mars, tandis que le même mois une attaque gudarde d'un meeting antifasciste à Assas fait 23 blessés graves parmi les gauchistes, etc.¹⁰.

En cette perspective de capitalisation de l'image du rempart anti-gauchiste, le centre universitaire d'Assas est fait lieu essentiel, Alain Robert, le chef du GUD, allant jusqu'à haranguer les gudards locaux en leur réclamant que « tous soient prêts désormais à massacrer des gauchistes qui tenteraient de s'implanter à la faculté »¹¹. Néanmoins, contrairement à cette image qui assimile gudards et étudiants juristes, renforcée par le jeu de mots gudar « Waffen Assas », la composition s'avère moins monolithique. Ainsi, en 1971, le GUD Paris comporte 40 GUD Médecine et 80 GUD Assas¹². Ce dynamisme se paye d'une surveillance étroite : ON est puissamment infiltré par les renseignements généraux, et sa direction en prend conscience rapidement en demandant de prendre garde au phénomène d'infiltration policière¹³. C'est là peine perdue, car les archives des services de renseignements ne laissent aucun doute : ils disposent de sources au sein même de cette direction. Cette dernière s'en rend probablement compte, puisque les principaux chefs vont apprendre à cloisonner l'information et tenir parfois certaines réunions en secret¹⁴.

⁷ RGPP, note du 14 octobre 1969, AN/20080389/16.

⁸ RGPP, note du 21 octobre 1969, 5 p., APP/GA04.

⁹ Notes des RGPP : 28 octobre 1969, 2 p. ; 30 octobre 1969 ; 13 novembre 1969 ; 14 novembre 1969 (AN/20080389/16).

¹⁰ Péningue P., 1976, (cadre du GUD), *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, mémoire de diplôme, Institut d'études politiques de Paris.

¹¹ Notes des RGPP : 28 octobre 1969, 2 p. ; note du 10 février 1970 (AN/20080389/16).

¹² DCRG, « Séminaire nationaliste organisé les 26 et 27 juin 1971 à Paris par le mouvement Ordre Nouveau à l'intention de ses responsables nationaux et régionaux », 2 juillet 1971, 5 p., AN/ 20080389/16.

¹³ RGPP, note du 24 juin 1970, AN/ 20080389/16.

¹⁴ E-mail de Jack Marchal à l'auteur, 31 octobre 2009.

Un programme politique est également publié. Baptisé « Révolution 1970 », il affirme « l'échec irréversible de la démocratie » et prône l'élimination des partis politiques, l'interdiction de la grève, la limitation des héritages avec reversement des biens à l'État, l'interdiction de la spéculation, et l'organisation corporatiste¹⁵. Dès le 14 avril 1970, la DCRG ordonne la constitution d'un premier dossier visant à la dissolution du GUD et d'ON en tant que reconstitution d'Occident, de nombreux autres suivant jusqu'à la dissolution d'ON seul à l'été 1973¹⁶. Il est vrai qu'outre la violence et le personnel militant le GUD et ON reprennent le décorum et la communication visuelle néo-fascistes. Le symbole du rat noir est certes nouveau. C'est une idée du militant Jack Marchal qui représente ainsi les gudards en rats belliqueux dans des planches de bandes dessinées d'une qualité certaine, avec un trait qui évoque Crumb, que l'organisation expose à Assas. L'idée est entre autres redevable de la manie de François Duprat d'interpeller ses camarades en les traitant du nom de divers rongeurs, et, surtout du fait qu'il ait surnommé « Anthracite » Alain Robert (chef d'Occident, puis du GUD, puis d'ON), du nom du personnage de la bande dessinée Chlorophylle de Raymond Macherot – surnom ambigu puisque si Anthracite y est le tout puissant chef des rats impérialistes, il est d'une absence de sens éthique absolu et ses plans mégalomanes finissent toujours par échouer lamentablement. Les affiches et bandes dessinées mettant en scène le rat noir vont rester le marqueur visuel du GUD les décennies suivantes, mais jamais les personnages ne retrouveront un dessinateur et scénariste digne de Jack Marchal.

Autre signe esthétique du climat politique, le salut bras tendu est pratiqué en interne, ainsi lors de cette réunion à huis clos où Duprat déclare aux militants : « nous devons construire un parti de tendance dure en nous inspirant des éléments positifs que nous ont légué les mouvements nationalistes d'avant-guerre », avant de gratifier l'assistance d'un salut fasciste¹⁷. Cependant, la formule souligne une volonté de privilégier les mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres plutôt que les États totalitaires de l'Axe. C'est là un point de conflit avec les gudards qui, au sein d'ON, sont proches de l'ancien collaborationniste devenu néo-nazi Pierre Clémenti (François, dit)¹⁸. En 1972, quand toute l'énergie de la direction est occupée au lancement du FN, ce dernier devient un souci, comme l'explique une note de police : « Ordre Nouveau veut être aussi un groupement sérieux ou du moins considéré comme tel. Ses animateurs veulent anéantir tout le folklore qui s'y attache (croix de fer, insignes ou maximes SS gravés sur des matraques). MM François Clémenti et Jean-François d'Heurtebize qui incarnent cette tendance nationale-socialiste sont en conflit ouvert avec M. Alain Robert ; ce dernier accuse le directeur politique et le rédacteur en chef du journal *L'Action européenne* de faire

¹⁵ RGPP, note du 10 avril 1970, 3 p., AN/20080389/15.

¹⁶ DCRG, 14 avril 1970, AN/20080389/16.

¹⁷ RGPP, 9 septembre 70, 3p, AN/20080389/16.

¹⁸ RGPP, 21 mai 1972, 2 p., AN/20080389/17.

le jeu de ceux qui affirment qu'«Ordre Nouveau est la reconstitution du nazisme». Il dénonce l'incompatibilité d'un parti politique majeur et d'une incarnation publique de la violence. Cette critique vise l'agitation du GUD ». Les gudards soutiennent Clémenti, mais, poursuit la note, « ils sont inorganisés » et Robert « se fait fort de réaliser rapidement l'épuration »¹⁹. Cependant, face au risque permanent de dissolution d'ON, les cadres font le choix de conserver l'autonomie du GUD, puis après la dissolution effective d'ON suite à la nuit d'émeute urbaine du 21 juin 1973, de changer la signification du sigle, le « D » signifiant désormais « Défense » en lieu et place de « Droit »²⁰. Le GUD sert de noyau à la constitution du Parti des Forces Nouvelles (PFN) en 1974, Jean-Marie Le Pen ayant su faire main basse sur le FN et n'hésitant pas à fustiger publiquement ce qu'il affirme être une reconstitution de ligue dissoute²¹. L'heure est difficile, et le GUD échange même coups de barres de fer et cocktails molotov avec d'autres groupes nationalistes²².

Dans l'extrême droite en miettes de la décennie 1970, il s'évertue surtout à être le moteur juvénile du PFN qui, lui-même, se veut une droite moderne n'ayant de cesse de réclamer sa participation au cartel des droites – son secrétaire-général, Pascal Gauchon, enseigne aujourd'hui à l'école de Marion Maréchal. La croix celtique est rangée au rayon des accessoires, le nouveau parti veut « réconcilier la droite et le progrès »²³. Il le fait cependant dans un cadre référentiel précis : le nom du parti, proposé par l'ancien collaborationniste Roland Gaucher²⁴, est en référence au franquiste Fuerza Nueva de Blas Piñar, le Front de la Jeunesse (FJ) que tente d'édifier le GUD reprend l'intitulé et la stratégie unitaire de la jeunesse du Movimento Sociale Italiano (MSI). Les militants continuent à se financer en effectuant des services d'ordre pour les candidats de droite : après Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, ils officient pour le parti fondé par Jacques Chirac. Les relations sont à couteaux tirés avec le FN dont Duprat est devenu le numéro deux, et sa presse moque les membres du GUD « révolutionnaires en flight-jacket à 800 francs pièce »²⁵. La haine prédomine : en mars 1978, le GUD affirme qu'un commando du FN a attaqué ses membres et détruit leur véhicule ; quand Duprat est assassiné quelques jours après, dans un attentat à la voiture piégée, le FN accuse le PFN²⁶ - en 2002, le GUD devait organiser un hommage sur sa tombe à Paris, et un autre à Perpignan. En fait, la « sortie du ghetto » activiste dont ne cesse de se vanter le PFN est une répartition des rôles, comme lorsque ON avait baissé son activisme au profit d'une organisation fantôme : le Groupement

¹⁹ RGPP, « Ordre Nouveau pendant la préparation du congrès des 10 et 11 juin », 21 mai 1972, 2 p., AN/20080389/17.

²⁰ RGPP, 4 juillet 1973, 2 p., AN/20080389/15.

²¹ *Le Figaro*, 19 novembre 1974.

²² Duprat F., *L'Opposition Nationale de 1973 à 1975, Notre Europe, Supplément à la Revue d'Histoire du fascisme*, avril-mai 1976, p. 3.

²³ *Initiative nationale*, n° 3, janvier 1975 (organe du PFN).

²⁴ Gaucher R., *Les Nationalistes en France. La Traversée du désert*, Maisons-Laffitte, Roland Gaucher Éditeur, 1995, p. 220.

²⁵ *Cahiers Européens hebdomadaires*, 27 décembre 1977.

²⁶ *Supplément à Initiative nationale*, n°25, mars 1978 ; *Le National*, septembre 1978 (organe du FN).

d'Intervention Nationaliste (GIN, la référence à l'alcool est volontaire). Le PFN se veut crédible... mais le GUD, le FJ et encore le GIN utilisent tous la violence²⁷. Quand un créneau peut paraître porteur dans les secteurs réactionnaires de l'opinion, le GUD et le PFN peuvent revendiquer des actions directes, ainsi à six reprises à l'encontre de la sortie du film « Le Pull-over rouge » en 1979²⁸.

Ces premières années ont forgé la légende du GUD quant à sa violence décomplexée contre les gauches. Le bilan en est pourtant difficile, de par la décision de l'État de dissoudre ON, à qui 82 événements de violence sont imputés²⁹, en laissant le GUD comme voie de sortie à ses militants. Pour autant, on ne saurait tracer un absolu trait d'égalité entre la violence d'Occident et celle du GUD. En effet, il y a bien eu un « effet Mai 68 » dans la justification idéologique de l'action anti-gauchiste. La dénonciation du « gaullo-communisme » est ici étendu au retournement du stigmatisme faisant des gauchistes les véritables « bandes armées du Capital » et supplétifs de l'ordre établi, l'argument étant aussi d'usage en interne, par exemple dans une lettre envoyée aux sympathisants pour dénoncer la passivité de la police face aux gauchistes qui ont attaqué un défilé d'extrême droite³⁰. Esthétiquement, perdre une façon décomplexée de se flatter de sa violence anti-gauches, y compris quand elle est factuellement à faible niveau. À la fin des années 1990, le journal du GUD peut ainsi afficher un visuel de couverture où un rat noir écrase le crâne d'un gauchiste sous le titre « Vigiles, ambulanciers, juges, brancardiers, RG, SAMU, CRS... les emplois nous les créons ! »³¹. Pour la communication du GUD sa violence est anti-bourgeoise, voire révolutionnaire éthiquement. Ce point peut être confronté à une démarche quantitative. Dans le cadre du programme « Violences et radicalités militantes » (VIORAMIL) de l'Agence nationale de la recherche ont été recensés 82 actes de violence du GUD entre 1986 et 2017, sur la base d'articles de presse et d'archives de police. Ils ne représentent bien sûr pas un corpus exhaustif mais constituent une sorte de carottage au sein de la violence militante gudarde, retranscrits dans le graphique ci-dessous.

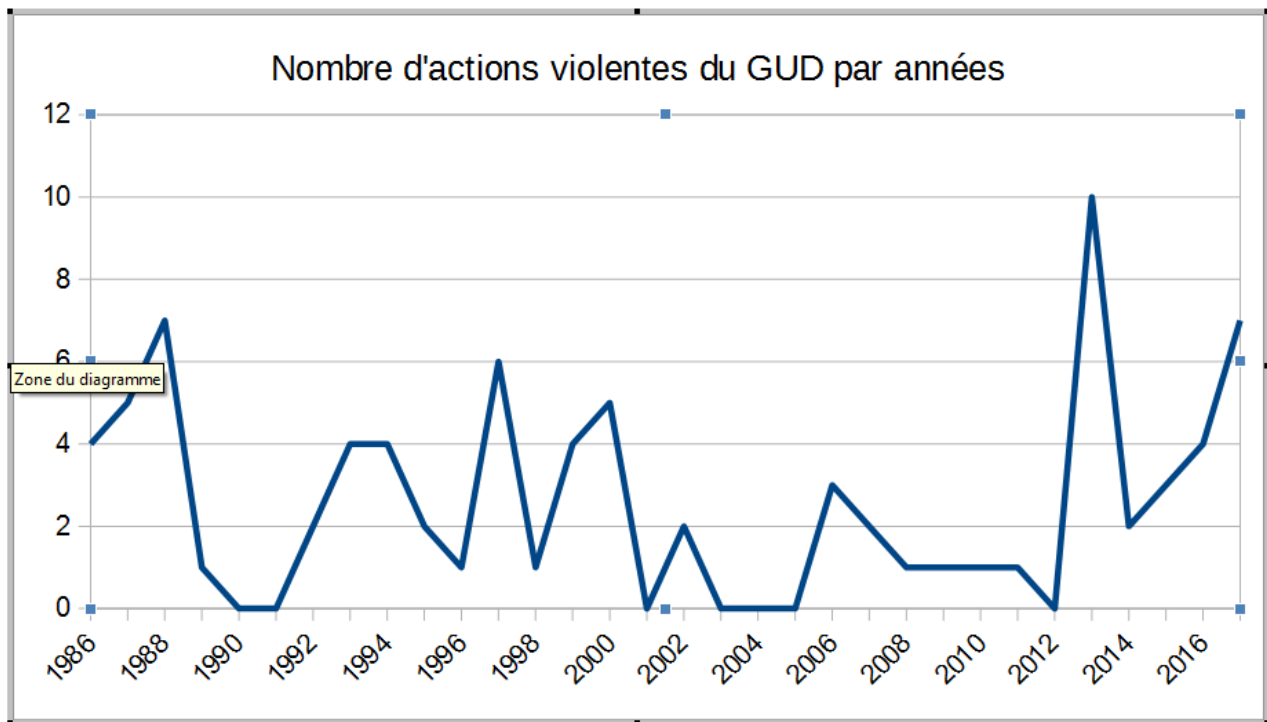
²⁷ Le Directeur central des Renseignements généraux au Directeur de la Réglementation, 21 juillet 1980, p. 2, AN/19990426/5.

²⁸ Compilation à travers AN/20090417/14.

²⁹ Cabinet du ministre de l'Intérieur, tableau récapitulatif des violences commises par ON ou ON étant impliqué, du 2 janvier 1971 au 12 mai 1973, 10p., AN/19860581/39.

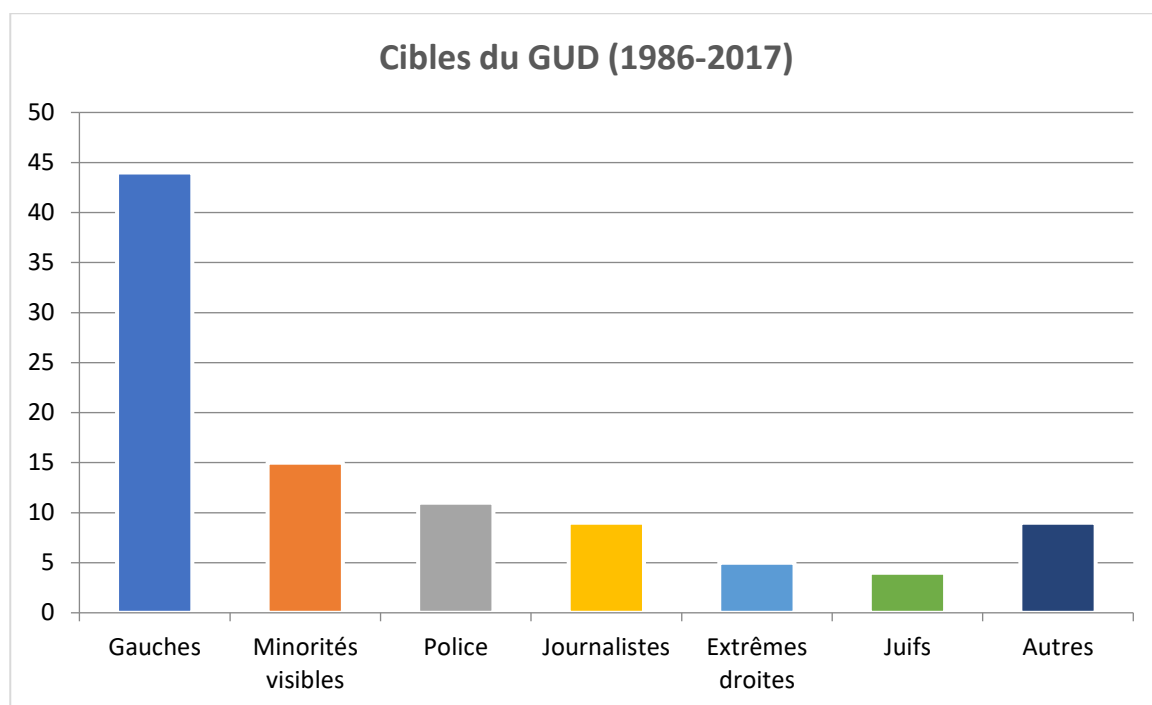
³⁰ Lettre FN, ON, GUD, Front de la Jeunesse, ULN, UGT, 18 avril 1973 (document interne).

³¹ *Jeune Résistance*, janvier-février 1999.



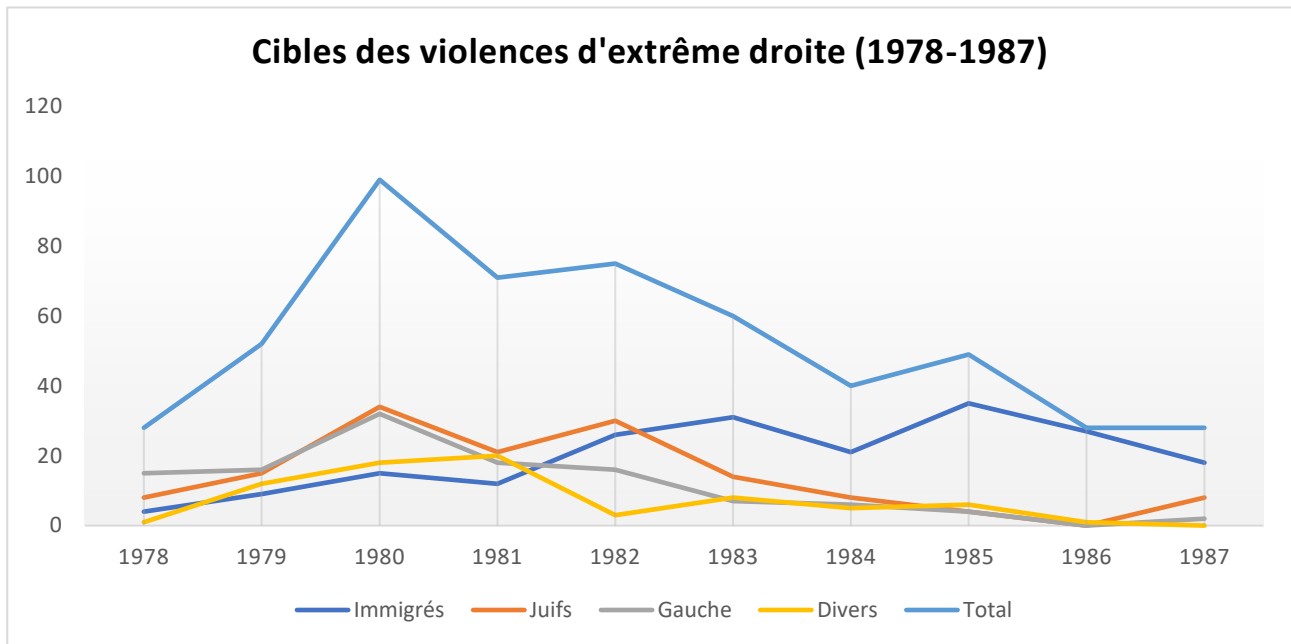
Trois épisodes saillants. Primo, les années 1986-1988 : le GUD est particulièrement violent contre les manifestants hostiles à la loi Devaquet. Deuxio : les années du gouvernement Jospin et de la scission mégrétiste. Quoique erratique par manque de cibles privilégiées, la progression témoigne d'une mobilisation militante. Tertio : la suractivité lors de La Manif Pour Tous (LMPT) durant le quinquennat Hollande. En somme, le GUD apparaît ici pour ce qu'il refuse à être : une radicalisation de droite et à droite, non une expérience nationaliste-révolutionnaire, mais une dynamique frappant les éléments réactionnaires les plus mobilisés par une phase jugée ascendante de la gauche. Cette structure de l'action témoigne donc de 1968 à nos jours, par-delà les changements de ligne de l'organisation, d'une homogénéité certes forte mais hétéronormée par le niveau de présence des gauches.

Cependant, malgré cette temporalité, le GUD ne se réduit pas au phénomène anti-gauches. La pratique d'une conflictualité multi-directionnelle est clairement une novation enclenchée dans les années 1980, avec, pour le GUD, une progression des violences racistes au détriment des actions anti-gauches. Si on classe ainsi les actions susdites du GUD de la phase 1986-2017 selon leurs cibles :



Les gauches constituent l'ennemi principal et principal mais elles ne constituent plus l'objet quasi-monopolistique de l'action. Les affrontements avec d'autres nationalistes représentent encore une part non négligeable de l'activisme gudard, témoignant du caractère difficilement gérable des militants. La part significative des actes contre la presse et les forces de l'ordre concerne essentiellement les agissements dans le cadre de LMPT, occasion d'actions spécifiques qui soulignent un opportunisme pratique. En activisme comme en militance, le GUD plébiscite la stratégie du coucou. Cet opportunisme est d'ailleurs également à l'œuvre dans les violences contre des minorités visibles, largement exercées au hasard des rencontres par des militants noctambules sous l'emprise de l'alcool. Finalement, les actions organisées concernent trois cibles : les gauches, les juifs et les autres extrêmes droites. La violence altérophobe (cibles juives et des minorités visibles) constitue environ le quart des objets visés. Il est vrai que cela correspond à une tendance structurelle des extrémistes de droite, probablement liée à l'ethnicisation induite par la progression du vote FN et le succès de la sociabilité skinhead comme le laisse à penser l'évolution des actions durant la phase antérieure³² :

³² Direction centrale de la Police judiciaire, sous-direction des affaires criminelles, « Confidentiel. Bilan annuel de l'activité des services. Sixième division 1987. Lutte contre le terrorisme », p. 6, AN/20090417/14. L'usage de la catégorie « immigrés » provient de la DCPJ et est probablement un mésusage. Dans tous les cas du GUD que nous connaissons, ces violences sont déclenchées par un contact visuel, et ne concernent donc que des violences racistes.



Une fois passé le pic antisémite provoqué par l'attentat de la rue Copernic, on assiste à un déphasage des violences contre les juifs et militants de gauches, puis à un écroulement de la violence anti-gauches. L'identité politique extrême droite bascule à partir de 1982 sur l'opposition à la présence d'origine immigrée. Aussi, si les violences racistes noctambules gudardes paraissent de prime abord infra-politiques, car trop éloignées de la discipline minimale attendue d'un mouvement qui se revendique comme fasciste, on peut estimer qu'elles participent de cette recomposition idéologique, faisant passer d'un idéal de l'État corporatiste au souhait d'une purification ethnique *hic et nunc* de l'espace social. La détention de la marque GUD impose une forme d'action, la violence, mais cette dernière se déploie selon son époque. On peut dès lors comprendre que la survie du mythe aille de pair avec son incapacité à produire un mouvement politique stable : ce n'est pas un paradoxe mais une conséquence structurelle, tant l'idée des premiers gudards de la provocation publicitaire est inadaptée lorsqu'une société ne se sent pas en risque de guerre civile larvée. Si cette situation de popularité des représentations obsidionales peut avoir soutenu le développement du Bastion Social (BS), lancé par le GUD Lyon en 2017, la France des années Mitterrand-Chirac et de l'après-guerre froide a constitué un terrain délicat pour les gudards.

Les mobilisations d'un mythe

Les années 1980 marquent un sextuple défi pour le GUD : la gauche est au pouvoir ; l'extrême droite se normalise électoralement, processus pouvant délégitimer l'usage de l'action directe ; les groupuscules trotskystes et maoïstes s'effondrent, privant les radicaux de droite de leur ennemi mobilisateur ; le niveau général de la violence politique s'affaiblit brusquement ; le soutien social à

l'expression violente d'idées politiques s'effondre ; le phénomène skinhead s'implante, représentant en 1987 16 % des 2 450 radicaux de droite estimés³³.

Le GUD avait décidé lors de son congrès de 1977, de relancer son caractère syndical plus qu'activiste et la stratégie dite du « fascisme souriant »³⁴ telle que prônée par Duprat sur le conseil du MSI en 1971. Au congrès du PFN de 1979, il est décidé que le GUD doit enfin élaborer un programme syndical avec des propositions concrètes sur les questions factuelles de la vie étudiante³⁵. Las, il décide, en décembre 1980, afin de s'attirer des militants activistes, de lancer une offensive anti-gauchiste. Une cinquantaine de militants du GUD et du Mouvement Nationaliste-Révolutionnaire (MNR) attaque l'université de Nanterre. Ils se font balayer, rentrent en laissant 23 blessés et en ravageant la rame de métro. 27 nationalistes sont poursuivis par la justice et le GUD s'auto-dissout après la victoire de la gauche aux législatives de 1981. Grâce à l'argent gagné en faisant des services d'ordre pour la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, son but est de rassembler les diverses organisations de jeunesse dans un « Renouveau nationaliste » - ce que refuse le Front National de la Jeunesse (FNJ) - où les ex-gudards sont majoritaires au Bureau politique. Aussi, le RN vivote-t-il jusqu'à ce qu'en 1984 les manifestations contre la loi Savary relancent la marque GUD. À ce stade, il n'était plus rien, n'obtenant aux élections universitaires, dans son bastion d'Assas, que quatre-vingt-treize voix sur plus de quatre mille suffrages³⁶. Le 3 juillet 1984, après le retrait de la loi Savary et les élections européennes où le FN a obtenu 11 % des votes, le GUD, le Comité de Liaison des Étudiants Nationalistes et les jeunes MNR fusionnent pour donner jour à la Jeune Garde (JG), sur la base du programme du MNR³⁷. En décembre, le MNR et le PFN décident que la JG forme leur mouvement de jeunesse unique, et que les sections universitaires portent le nom du GUD. Le Secrétariat National de la JG est fondé en février 1985, ainsi que la première section locale (à Perpignan, avec un président portant le même nom que celui de son homologue de la section PFN locale). Il apparaît, en fait, qu'au printemps 1985, des sections unitaires MNR-PFN sont réalisées à Perpignan, Bordeaux et Toulouse, et qu'est annoncée dès cet instant la création d'un parti unitaire pour l'automne³⁸. Cependant, il est un leurre de concevoir ce GUD comme une simple continuité avec soubresauts de celui fondé en 1968.

³³ DCRG, « Les principaux mouvements extrémistes de droite en France », 17 septembre 1987, 11 p., AN20030515/1/DP705.

³⁴ *Le Monde*, 29 novembre 1977.

³⁵ *La Lettre de la droite*, n° 2, décembre 1979 (bulletin interne du PFN).

³⁶ *Le Monde*, 17 décembre 1980 ; *id.*, 24-24 août 1981 ; *Le Quotidien de Paris*, 22 août 1981 ; *Le Canard enchaîné*, 25 janvier 1984.

³⁷ *Jeune Nation solidariste* (organe du MNR), juillet-août 1984.

³⁸ *MNR Information*, 9 janvier 1985 et *MNR Bulletin de liaison*, 23 février 1985 (documents internes) ; Piquemal L *Groupuscules et mouvements d'extrême droite hors Front National dans les Pyrénées-Orientales 1984-2003*, maîtrise d'histoire, Université de Perpignan, 2003, p. 46-48.

Ce jeu autour du label gudard est pour grande part lié à la socialisation du vote frontiste. Le MNR estime que le développement du FN n'est pas viable à terme mais qu'il lui prépare une place si lui-même s'organise avant, en unifiant et disciplinant les nationalistes³⁹. Dans cette optique, maîtriser le nom « GUD » peut servir à attirer les jeunes nationalistes activistes épars ou de groupuscules locaux potentiellement séduits par l'image d'une marque puissante. Ce processus aboutit à la naissance de Troisième Voie (TV) en septembre 1986, avec des statuts très organisés et de grandes ambitions – une fraction du PFN continuant, sur une ligne euro-régionaliste. Les cas de la JG et du GUD reçoivent une attention toute spécifique : ce sont « des appellations strictement contrôlées par le Mouvement » dont les actions s'exercent sous le contrôle du Conseil National et des Unités Régionales, mais qui « sont des sigles autonomes autorisés à enregistrer des adhésions sympathisantes [*sic*], placées sous la responsabilité de la structure régionale »³⁹. L'activisme gudard paraît pourtant constituer la vitrine de TV : si le total des actions violentes de l'extrême droite à l'encontre des gauches recensé par les services de police passe de 36 en 1986 à 43 en 1987, cela est redevable de l'agitation du GUD et de la JG à Paris, Lyon, Marseille et Nice⁴⁰ – selon une géographie traditionnelle de l'extrême droite radicale. Le nouveau GUD a trouvé son énergie dans l'opposition aux manifestations contre la loi Devaquet : ainsi le 27 novembre 1986 à quinze heures dans le sixième arrondissement de Paris, une centaine de gudards charge une manifestation d'étudiants, causant plusieurs blessés, brisant des vitrines et incendiant un véhicule⁴¹. Certes, la chaîne des temps n'est pas continue, tant idéologiquement que dans le capital militant : l'implantation du GUD de 1986 telle que visualisée ci-dessous⁴², n'a rien à voir avec celle d'ON à son congrès de 1972, quasi-nationale. Mais même s'il ne s'agit que d'un mimétisme avec ses aînés, en moins efficace, la méthode permet bien de relancer une petite dynamique dans le désert des Tartares de la radicalité de droite.

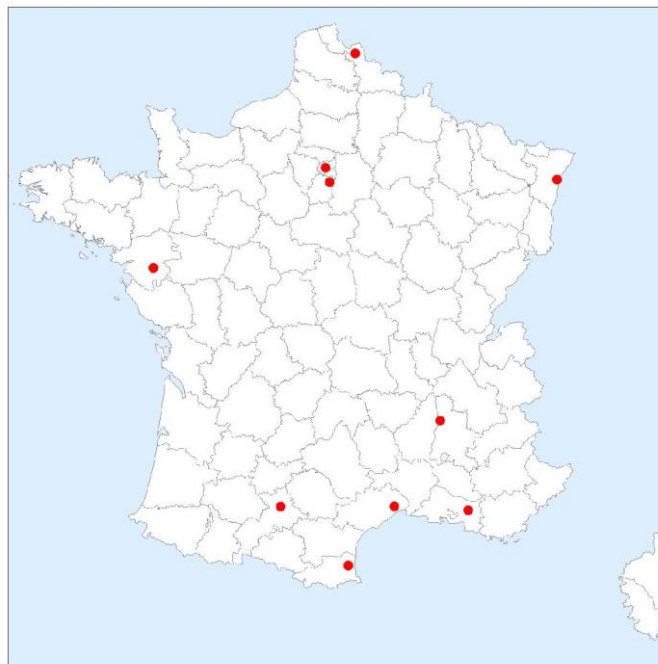
³⁹ Compte rendu du Conseil national du MNR des 14-15 septembre 1985 (document interne).

⁴⁰ DCRG, « Violence politique. Bilan des attentats et actions violentes perpétrées en 1987 », 5 p., AN/20090417/14.

⁴¹ RGPP, AN/20090417/10.

⁴² *GUD-Jeune garde Infos*, avril 1986 (document interne).

IMPLANTATION DU GUD (1986)



Face au caractère foncièrement provocateur des jeunes, est mis en place un système qui permet de les canaliser et de s'en désolidariser. Ces problèmes d'équilibre sont constants, comme en témoigne cette directive affirmant que « le recrutement de jeunes nationalistes déçus du FNJ est un point positif, à condition de ne pas perdre de vue que : 1/ Jeune Garde et GUD ne sont pas la poubelle du FN. 2/ Nous ne sommes pas un repaire de mythes ratonneurs ». Pour aider au développement, il était prévu que le Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) d'Alain de Benoist finance une affiche de la JG d'Île-de-France, une du GUD et une de TV, mais il ne le fait finalement pas⁴³.

La volonté d'habiter la marque gudarde aboutit à ce que les groupes aient vu leurs compétences être redistribuées, la JG prenant en charge les lycéens et le GUD les étudiants, les mouvements cosignant également les tracts en tant que jeunes de TV. En un an, le GUD-JG a organisé un camp d'été regroupant cinquante personnes, et il voit ses effectifs s'élever à cent-vingt cartes dans 15 villes, ayant ainsi trente encartés et cinquante sympathisants à Paris comme à Aix-en-Provence, ou dix encartés à Nantes. Certains membres se rebiffent localement, la section toulousaine passe ainsi de dix-huit à quatre adhérents. Il faut, certes, rappeler que « La Jeune Garde est un mouvement politique et non une bande de copains ». La direction se désole des « *look skins* » et de l'absentéisme aux réunions de formation doctrinale. Mais certaines sections s'avèrent très dynamiques. Celle de Perpignan, avec ses huit encartés et quatorze sympathisants, est ainsi montrée en exemple pour être parvenue à faire publier plusieurs articles dans la presse locale et à disposer de deux élus dans son université. Son

⁴³ *GUD-Jeune garde Infos*, avril 1986 ; *idem*, juin 1986 (document interne).

responsable a été préposé, aux assises fondatrices de la JG, au rapport sur les conditions d'implantation locale. On ne saurait en déduire trop vite qu'il existerait une tendance syndicale et une radicale. En effet, peut-être car la ville connaît aussi un enracinement skinhead à la fois concurrent, complément et aiguillon, la même section connaît son lot de néo-nazis assumés, se retrouve dans des affrontements avec des jeunes maghrébins, et sape son travail politique en lançant une grenade à plâtre dans le local de l'UNEF, lui attirant les sanctions de l'université⁴⁴.

Le travail avec les gudards n'étant pas aisé, au premier janvier 1987, TV décide de centraliser les adhésions en adoptant un système de carte unique, privant le GUD et la JG de leur autonomie. Il n'est pas fortuit que cette résolution soit concomitante de la décision d'une accélération des cours de formation par la préparation de séminaires de fin de semaine en gîte rural. Afin de conserver sa cohérence, le conseil national de TV précise en 1988 que le seul nom à déclarer en préfecture est celui de TV⁴⁵, GUD et JG devenant donc *de facto* des noms qui n'existent plus que dans le matériel de propagande. Ces soubresauts influent profondément sur le GUD qui se rallie à l'antisionisme radical des courants nationalistes-révolutionnaires. Pour celui-ci, tel que formalisé par Duprat, il s'agit d'envisager la France comme une « nation colonisée » car il existerait « une réalité à tout le moins occidentale du sionisme [pour laquelle Israël] est le bras séculier d'une force politique que nous avons à combattre au sein de notre propre pays »⁴⁶. Pour le MNR, le sionisme avait pris le contrôle du capitalisme, des États-Unis devenus le « véritable pouvoir du sionisme international », du socialisme, puis de l'Union soviétique, afin d'instaurer une « dictature juive mondiale »⁴⁷. Se comprend donc le slogan de 1988 du premier meeting organisé par le GUD lorsqu'il prend son autonomie : « Nous ne serons pas les Palestiniens de l'Europe ».

La production d'événementiels qui montrent au GUD que sa marque est plus impactante que celle de TV est liée au fait qu'il ait pu se reconstituer un peu de trésorerie en assurant, durant la campagne des élections présidentielles de 1988, du service d'ordre pour Raymond Barre⁴⁸. Le 7 mai 1988, le mouvement peut donc organiser un nouveau meeting à Paris, où il annonce sa rupture avec TV et la reprise de son indépendance. TV tente de la minorer en la qualifiant de scission de la section d'Assas – mais Assas, c'est le GUD... La rupture est consommée lorsque le GUD attaque un meeting organisé par TV le 26 mai 1989, à la Mutualité – ce à quoi les tercéristes répondent avec un fusil. Le

⁴⁴ DCRG, notes d'avril et de juin 1987, AN/20090417/11 ; *id.*, notes d'août et septembre 1988, AN/20090417/11 ; MNR *Bulletin de liaison*, 23 février 1985 ; GUD MNR *Informations*, 19 avril 1985 (documents internes) ; Piquemal, 2003, *op. cit.*, p. 78-79.

⁴⁵ TV *Bulletin bimensuel d'information*, 10 janvier 1987 ; Secrétariat-Général de TV, pochette de documents préparatoires au CN du 8 mai 1988 (documents internes).

⁴⁶ Duprat F., « Le Manifeste nationaliste-révolutionnaire, Dossiers Nationalistes », Supplément numéro 2 aux *Cahiers Européens-Notre Europe*, 1976, p. 6-7 ; *id.*, *Cahiers européens hebdomadaires*, 10 août 1976.

⁴⁷ MNR, *L'Aile juive du communisme rapport secret du comité central du 14 avril 1982*, p. 1-2 (document interne de formation doctrinale).

⁴⁸ Rossi É., *Jeunesse française des années 80-90 : la tentation néo-fasciste*, Paris, éd. LGDJ, 1995, p. 202.

positionnement antisioniste est approfondi comme symbole révolutionnaire avec pour slogan phare : « À Paris comme à Gaza : Intifada » - le nouveau chef gudard, Frédéric Chatillon, étant d'ailleurs en provenance de la librairie Ogmios (rééditant entre autres les œuvres de l'ex-nazi Saint-Loup), considérée par les services français comme étant proche de l'Iran et de la Libye⁴⁹. Il n'y a pour autant nulle rupture avec l'histoire longue du GUD : il est significatif que le bras droit de Frédéric Chatillon, Axel Loustau, soit le fils de Fernand Loustau, dont l'entreprise Véronica SA a pour actionnaires... les anciens cadres d'ON et du GUD des années 1970, tandis qu'Axel Loustau chapeautera la génération suivante de gudards⁵⁰. En outre, les positionnements au sein du champ extrême droitier font toujours autant sens. Lorsqu'une part essentielle de TV donne jour à Nouvelle Résistance qui se proclame « national-bolchevique » et anti-frontiste, ces militants nationalistes-révolutionnaires sont attaqués par les gudards qui les considèrent tels des gauchistes. Le GUD travaille alors en symbiose avec la jeunesse lepéniste, en particulier au sein du Rassemblement étudiant (RE), une confédération syndicale des groupements étudiants nationaux et nationalistes lancée en 1993 pour le FN par Carl Lang. Le GUD se retrouve sous l'hégémonie lepéniste qui réalise en somme à son profit la stratégie gudarde du Renouveau nationaliste de la décennie précédente. Proche de Marine Le Pen, inscrite à Assas, Frédéric Châtillon le reconnaît : « On aide le Front parce que sinon on ne serait qu'une poignée ». Au sein du parti national-populiste, le GUD est alors soutenu par Samuel Maréchal (époux de Yann Le Pen de 1993 à 2007) qui espère s'appuyer sur lui pour contrer les mégretistes et pénétrer les campus. À Paris, une symbiose se fait entre le FNJ et le GUD : les actions politiques se signent du premier, les violences du second (la ligne violemment antisioniste des tracts du GUD entraînant des affrontements avec le Bétar). Cela n'empêchera pas des gudards de former le service d'ordre mégretiste avant la scission, afin de protéger cette aile du service d'ordre du parti, le Département Protection Sécurité (DPS)⁵¹.

La décomposition du GUD l'a contraint à accepter de participer à la fondation d'Unité Radicale (UR) en 1998, et le journal skinhead *Jeune Résistance*, sous la houlette du Niçois et futur président des Identitaires Fabrice Robert, lui sert même un temps d'organe avec pour slogan « La barre de fer comme moyen d'expression ». Le journal demande à ses lecteurs de se procurer des armes dans la perspective de la « guerre ethnique », et affirme que les jeunes européens doivent prendre les kamikazes palestiniens en modèle⁵². La tendance n'a pas le mégretisme d'UR, et le proclame à travers le slogan « ni œil-de-verre, ni talonnettes » (autrement dit : ni Jean-Marie Le Pen, ni Bruno Mégret),

⁴⁹ DCRG, « Les principaux mouvements extrémistes de droite en France », 17 septembre 1987, p. 8, AN/20030515/1/DP705

⁵⁰ *Réflex*, n° 51, septembre 1998 ; [<http://lahorde.samizdat.net/2014/10/11/ryssen-balance-mais-pas-son-ami-loustau/>].

⁵¹ Destal Met Turchi M. « *Marine est au courant de tout* », Paris, éd. Flammarion, 2017, p. 95-99 ; Dély R., *Histoire Secrète du Front National*, Paris, éd. Grasset, 1999, p. 184.

⁵² *Jeune Résistance*, mars 1997 ; *idem*, mai 1997 ; *idem*, janvier-février 1998 ; *idem*, janvier-février 1999.

tant idéologiquement (elle relance un organe propre en 1999, avec, entre autres, Hervé Ryssen, aujourd'hui impliqué dans plusieurs procédures judiciaires quant au caractère antisémite de ses publications) que dans le domaine activiste, le DPS et le GUD chargeant conjointement à Nice en 2001 lors d'un sommet international les manifestants contre la globalisation, suite aux insultes qu'ils auraient adressées au cortège FN⁵³.

Cette stratégie provocatrice est-elle productive ? UR considère que la presse relaye presque systématiquement les violences du groupe, lui assurant une publicité certaine. Cela pose toutefois des problèmes, car UR se plaint que ses militants se revendiquent du GUD plutôt que d'elle⁵⁴, et que la violence attire les personnes « *borderline* ». Il n'est pas anecdotique que Maxime Brunerie, militant qui devait le 14 juillet 2002 tirer sur le président Jacques Chirac, décide, parmi les trois affiliations existant officiellement au sein d'UR, de rejoindre le GUD : il n'est en rien étudiant, mais bel et bien soucieux de correspondre à une imagerie activiste qui renvoie au légendaire gudard. Autre contre-coup : malgré la production d'une revue de qualité et d'une radicalité certaine, l'imaginaire activiste provoque le mépris de certains, ainsi du GRECE qui, en interne (on n'a jamais vu de commentaires hostiles sur les réseaux sociaux, les grecistes n'étant pas physiquement intéressés à provoquer un conflit avec les gudards), lâche « les rats ont bien rongé leurs neurones restants »⁵⁵.

Le conflit avec les autres nationalistes se cristallise sur le passage de l'antisionisme à l'occidentalisme que connaît massivement l'extrême droite. Non seulement Bruno Mégret tend la main aux Français juifs après le 11 septembre 2001, mais, en sus, des conflits opposent sur le terrain jeunes gudards et mégretistes – ainsi en 2000 les premiers attaquent les seconds lors d'une soirée parisienne pour protester contre leur exclusion d'un événementiel précédent⁵⁶. UR met en place une séparation fonctionnelle, employant le sigle GUD pour les actions violentes et de celui d'UDEN (Union Des Étudiants Nationalistes, menée par Philippe Vardon aujourd'hui membre du bureau national du Rassemblement national) pour ses sections estudiantines officielles ; derrière cette stratégie semble se dissimuler une volonté d'encadrer le GUD-Paris au sein d'un mouvement comptant des sections provinciales moins animées de pulsions autonomistes. Lors du conseil national d'UR du 18 décembre 2001, la tension est manifeste, puisqu'il est précisé que l'appellation GUD appartient à UR et que les velléités d'indépendance de sections du GUD seront sanctionnées par leur dissolution⁵⁷.

⁵³ *Jeune Résistance*, printemps 2001.

⁵⁴ *La Lettre du Réseau*, novembre-décembre 1998 ; *Réflexions sur le développement d'UR*, sans date (documents internes).

⁵⁵ *Le Lien. Bulletin de liaison des membres du GRECE*, hiver 2000, p. 5 (document interne).

⁵⁶ Reflex, *Rock Haine Roll. Origines, histoires et acteurs du Rock identitaire français*, Paris, No pasaran, 2004, p. 111-112.

⁵⁷ « Motions administratives adoptées par le Conseil national de Bourges d'UR », *La Lettre du Réseau*, décembre 2001 (document interne).

Le GUD réagit par une ultime livraison de son organe. Il y fustige la trahison que serait la volonté d'abandon de l'antisionisme radical, file l'analogie entre occupation juive de la France et israélienne de la Palestine, multiplie les sous-entendus humoristiques relatifs au nazisme, positionne les États-Unis et Israël comme formant le Bifrons ennemi, soutient le « terrorisme identitaire » qu'il soit basque, corse ou palestinien. Sur le plan organisationnel, il proclame qu'il en a « ras-le-keffieh des sionisteries des uns et surtout des autres, et décrète que ça a assez duré » et, non sans une certaine prescience, affirme que puisque chacune de ses scissions s'est payé de l'écroulement ou la dissolution de ses anciens alliés, « la malédiction du rat noir » devrait liquider les mégrétistes en quelques semaines⁵⁸. Après la dissolution d'UR à l'été 2002, le GUD lui-même disparaît jusqu'en 2010, hormis le succédané qu'en est le Rassemblement des étudiants de droite (RED, clin d'œil satirique non soutenu par une communication originale). Ce dernier persévère dans l'activisme anti-gauches, entre autres avec des violences à l'encontre des étudiants manifestant contre le projet de Contrat Première Embauche, dont certaines en coordination avec le FNJ. Sur cette dynamique, Édouard Klein, depuis 2008 nouveau chef du RED, décide de ressusciter le GUD. S'il jouit d'une légitimité familiale (ses parents étaient gudards à l'époque ON) et localiste (il est étudiant à Assas), il a épousé le virage idéologique du XXI^e siècle en faisant des « islamo-gauchistes » la cible principale, ce qui l'amène à entretenir des relations dans l'extrême droite juive activiste à côté de celles avec les antisémites, et à provoquer un grand flou idéologique dans le RED. Sa relance du GUD en 2010 se fait sous étroite surveillance de la génération des années 1990 et ne convainc guère. Édouard Klein passe au FNJ, non sans provoquer quelque émoi lorsque la presse publie une photographie le montrant aux côtés de la députée Marion Maréchal Le Pen⁵⁹.

En 2012, la direction de l'évanescent groupuscule passe à Logan Djian. Un blason de la division Charlemagne tatoué sur le bras, celui-ci n'est pas étudiant et représente le contrôle exercé par une autre filière de légitimité radicale. En effet, dans le sillage de la prise du FN par Marine Le Pen, les gudards des années 1990 ont imposé leur leadership dans l'articulation entre le parti national-populiste et la frange radicale. Or, Logan Djian travaille pour Vendôme, la société de sécurité d'Axel Loustau. Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen fondé en 2010, est passé de la direction d'un gudard à un autre, d'Olivier Duguet à celle d'Axel Loustau, lorsque le premier a été condamné pour escroquerie. Axel Loustau a également été mis en examen au même motif en 2015, dans la même affaire. Il est devenu responsable du cercle Cardinal destiné à prospecter les petites entreprises pour le compte du FN, et élu FN aux élections régionales de décembre 2015 (en Île-de-France, où la liste est menée

⁵⁸ *Jusqu'à Nouvel ordre*, n° 5, 2002 (organe du GUD).

⁵⁹ [<https://lahorde.samizdat.net/wp-content/uploads/2013/01/Les-rats-pourris.pdf>] ; [<https://lahorde.samizdat.net/2013/02/22/quand-le-gud-paris-se-la-coule-douce-au-front-national-de-marine-le-pen/>] ; [<https://lahorde.samizdat.net/2013/04/11/le-front-national-balance-encore-sur-ses-camarades-sur-bfm-tv/>].

par le trésorier national Wallerand de Saint-Just, lui-même mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux). Lorsqu'il est apparu difficile que le DPS accepte d'empêcher Jean-Marie Le Pen de rentrer dans l'Université d'été frontiste en 2015, c'est Vendôme qui a été choisi par Marine Le Pen pour assurer le service d'ordre. À cette université s'affichait également Frédéric Chatillon. Son entreprise a en charge la communication du parti, ce qui a mené à ce qu'il soit mis en examen pour escroquerie, faux et usage de faux, abus de biens sociaux et blanchiment entre 2012 et 2015. La génération précédente pratique aussi le business puisque les noms de Jean-Pierre Emié, Lionel Quedot et Philippe Péningue sont apparus dans les affaires politico-financières Elf et Cahuzac – Philippe Péningue ayant accompagné la montée de Marine Le Pen, en lui présentant des patrons, ou en lançant avec Alain Soral Égalité & Réconciliation, dont l'objectif initial étant de dédramatiser le FN en lui fournissant des candidats issus des minorités afro-maghrébines. Le GUD a donc désormais une configuration double, puisque la marque renvoie tant dorénavant à un groupe militant radical qu'à un réseau affinitaire intergénérationnel dont une part conséquente a construit une nébuleuse d'entreprises en relations spécifiques avec le FN⁶⁰.

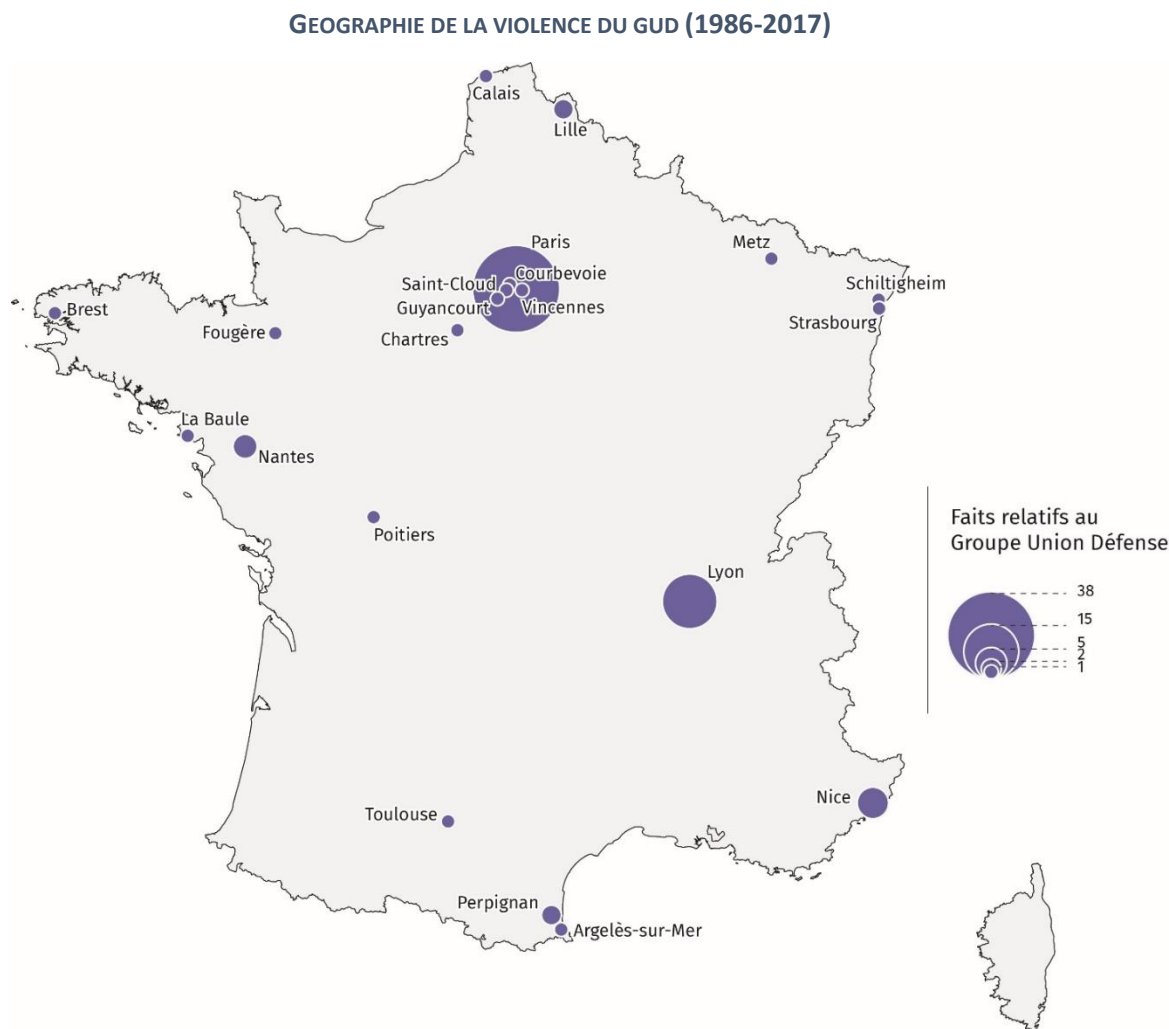
Lorsque Logan Djian a certifié sa domination à Édouard Klein en 2015, cela s'est traduit par une séance de passage à tabac filmée de ce dernier, soumis à des sévices et humiliations sous un déluge d'injures sexuelles. Après l'arrestation de Logan Djian, c'est sa société, véhicule de paiement pour les candidats FN aux régionales, qui a indirectement payé sa caution, puis s'est mise en liquidation, entraînant sa condamnation en 2019 à six mois de prison avec sursis et 3 000€ d'amende. Condamné à un an de prison en 2016, pour son agression d'un journaliste lors de LMPT, il s'est installé à Lyon, devenu le centre névralgique du GUD. Depuis les agitations et violences autour de LMPT en 2013 et 2014, auxquelles participèrent les différentes générations gudardes, le dynamisme du GUD lyonnais avait été noté, ainsi, en moindre part, que celui de Nancy. Dans ces deux villes, les gudards ont aussi perpétué la tradition d'opposition musclée aux mouvements sociaux lors des manifestations contre la Loi Travail en 2016. Recherché, Logan Djian a été arrêté en 2018, alors qu'il était devenu le voisin lyonnais du ministre de l'Intérieur⁶¹. Le GUD-Lyon devient l'incarnation du mouvement. La ligne est tranchée, le groupe participant ainsi à la conférence « Paneuropa » du Réseau Reconquista à Kiev en avril 2017, à l'esthétique franchement nazifiante⁶². Le groupe s'est ensuite autodissous dans le cadre du lancement d'un mouvement nationaliste-révolutionnaire inspiré du Casa-Pound italien, le Bastion social (BS). Dans les articles de presse, les actions violentes du GUD en

⁶⁰ Mestre A. et Monnot C., *Le Système Le Pen*, Paris, éd. Denoël, 2012 ; Destal et Turchi, 2017, *op. cit.*

⁶¹ [<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/lyon-militant-extreme-droite-fiche-s-voisin-du-ministre-interieur-gerard-collomb-1415193.html>] ; [<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/02/01/97001-20190201FILWWW00312-un-militant-d-extreme-droite-condamne-pour-avoir-detourne-25000-euros.php>] ; [<https://www.mediapart.fr/journal/france/210316/les-preuves-de-la-sauvagerie-de-proches-du-front-national>].

⁶² [<http://reconquista-europe.tumblr.com/post/165482380356/premiere-conférence-paneuropa-organisée-par-le>].

divers points de l'hexagone ont pu donner l'impression que ce dernier s'était extrait de son ancrage parisien, ce que paraît confirmer la transformation en BS. Cette question peut être située dans un temps plus long de l'activisme gudard par la géolocalisation des lieux de ses violences entre 1986 et 2017⁶³:



La localisation ne témoigne pas d'une nationalisation du phénomène gudard. Le cœur parisien du GUD reste extrêmement marqué. Nice et Lyon sont des bastions historiques de l'extrême droite radicale, dont l'implantation est avant tout sur le couloir rhodanien et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en moindre mesure Nantes et l'extrémité septentrionale du pays. Plusieurs localisations d'événements relèvent en outre de déplacements de militants hors de leur zone d'installation. La pratique de la pérégrination activiste afin de se forger une image de capacité nationale est inscrite dans

⁶³ Cette carte a été réalisée par la géographe Kamila Bensaadi (Université de Lorraine) à partir des données GPS de VIORAMIL.

l'histoire de la mouvance, puisqu'elle était déjà pratiquée par Occident et la FEN⁶⁴. Le BS s'étant construit avec une imbrication d'associations locales, le décret de dissolution permet également de voir ce que fut le travail d'implantation. Les associations dissoutes avaient été déclarées aux préfectures de la Savoie, du Rhône, des Bouches-du-Rhône, du Puy-de-Dôme, ainsi qu'à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence et au tribunal d'instance de Strasbourg⁶⁵. L'ouverture géographique par rapport à la carte antérieure est relative, d'autant plus que les terres savoyardes et alsaciennes correspondent souvent à une géographie militante de skinheads néo-nazis et non à un profil plus inclusif au regard de la société ordinaire.

Conclusion

Le GUD a connu diverses périodes idéologiques et organisationnelles, en faisant plus une tradition de labellisation qu'une structure politique classique. Certains traits se sont imposés, et relèvent de l'approfondissement de l'auto-marginalisation. Le GUD constitue un mythe mobilisateur, dont le succès en tant que réseau affinitaire s'est fait autour de Marine Le Pen, sur une ligne politique divergente de la sienne.

Depuis sa fondation, le GUD s'avère être un mouvement activiste explicitement néofasciste cultivant les références aux États fascistes du XX^e siècle, avec un intérêt particulier pour les volontaires européens de la Waffen-SS. En sus, depuis le milieu des années 1980, il affirme avec continuité une lecture pour le moins radicale quant à la question de l'influence politique, économique et géopolitique qu'il prête au sionisme. Au cours de son évolution, les rares références politiques qu'il a glanées à l'extérieur des régimes fascistes relèvent ainsi de référentiels « antisionistes » qui le renvoient à la plus extrême marge au sein d'une extrême droite travaillée par l'occidentalisme depuis le 11 septembre 2001. En outre, le racisme est devenu un moteur d'une organisation originellement concentrée sur l'antimarxisme. Alors que le GUD a paru évanescant durant des années, voire ne guère exister entre la fête de ses vingt ans et celle de ses trente ans, cette dernière soirée d'anniversaire a été marquée par la mise à sac du local et le fait qu'un couple de Noirs soit poignardé devant. En somme, le légendaire rattaché au label rend attrayant de s'en saisir pour tenter un développement, mais il amène à un comportement antipolitique dont les trois dissolutions qui parsèment l'histoire du GUD sont l'éclairant symptôme. Surtout, le principe de la fraternité gudarde, dans sa réalité un entre-soi, fait obstacle à ses militants pour observer leurs deux grands échecs.

⁶⁴ Lebourg N., « Espaces et violences de l'extrême droite radicale », in Bugnon F. et Lacroix I (dir.), *Les territoires de la violence politique en France (1962-2012)*, Paris, éd. Riveneuve, 2017, p. 41-68.

⁶⁵ [<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038410140&categorieLien=id>].

Primo, contrairement à leurs intentions, ils n'ont jamais rompu avec le fait de constituer une troupe de choc réactionnaire. Les gudards peuvent bien se dire révolutionnaires, jamais ils n'ont ne serait-ce que soutenu un mouvement social contestataire. Ils n'ont d'ailleurs pas non plus l'initiative : leur mobilisation est hétéronormée par celle des gauches. Relativement aux carrières postérieures faites par leurs leaders, ceux-ci apparaissent clairement comme constituant un segment radicalisé des classes bourgeoises, récusant leur libéralisme culturel mais non leur matérialisme. Secundo, l'esprit d'Occident puis du GUD et d'ON était clairement que la jeunesse devait commander à la jeunesse. Les jeunes militants n'avaient pas de mots assez durs pour dire à quel point ils ne se sentaient pas comptables des décennies d'échecs de leurs aînés. *In fine*, il s'agissait peut-être là plus de l'arrogance des baby-boomers que d'une rénovation militante. En effet, la structuration gudarde est celle d'un sigle que l'on peut mobiliser si l'on dispose de l'autorisation des générations précédentes. La jeunesse d'hier qui fustigeait les dérives de ses pères s'est muée en réseau de pairs imposant une ritualisation politiquement impuissante aux nouvelles générations.

BIBLIOGRAPHIE

- Dély Renaud, 1999, *Histoire Secrète du Front National*, Paris, éd. Grasset.
- Destal Mathias et Turchi Marine, 2017, *Marine est au courant de tout*, Paris, éd. Flammarion.
- Duprat François, 1976a, *Le Manifeste nationaliste-révolutionnaire*, *Dossiers Nationalistes, Supplément aux Cahiers Européens-Notre Europe*, n° ,p. 6-7 ; *id.*, *Cahiers européens hebdomadaires*, 10 août.
- Duprat François, 1976b, *L'Opposition Nationale de 1973 à 1975*, *Notre Europe*, Supplément à la *Revue d'Histoire du fascisme*, avril-mai.
- Gaucher Roland, 1995, *Les Nationalistes en France. La Traversée du désert*, Maisons-Laffitte, Roland Gaucher Éditeur.
- Griffin Roger, 1999, « Net gains and GUD reactions: patterns of prejudice in a neo-fascist groupuscule », *Patterns of prejudice*, vol. 33, n° 2, p. 31-50.
- Lebourg Nicolas, 2017, « Espaces et violences de l'extrême droite radicale », *in* Bugnon Fanny et Lacroix Isabelle (dir.), *Les territoires de la violence politique en France (1962-2012)*, Paris, éd. Riveneuve, p. 41-68.
- Lebourg Nicolas, 2018, « La violence des étudiants extrémistes durant les années 1960 », *Études*, n°4249, p. 45-58.
- Mestre Abel et Monnot Caroline, 2012, *Le Système Le Pen*, Paris, éd. Denoël.
- Péninque Philippe (cadre du GUD), 1976, *La politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, mémoire de diplôme, Institut d'études politiques de Paris.
- Piquemal Ludovic, 2003, *Groupuscules et mouvements d'extrême droite hors Front National dans les Pyrénées-Orientales 1984-2003*, maîtrise d'histoire, Université de Perpignan.
- Revue Reflex, 2004, *Rock Haine Roll. Origines, histoires et acteurs du Rock identitaire français*, 2.
- Rossi Éric, 1995, *Jeunesse française des années 80-90 : la tentation néo-fasciste*, Paris,éd. LGDJ.